

doc
CA1
EA533
96P02
FRE

.b2747467(F)

DOCUMENT du GROUPE des POLITIQUES

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce International

CANADA

DES CHANGEMENTS dans le VOISINAGE :

Réflexions sur le Mexique en transition

par

Thomas Legler

Boursier Norman Robertson

Direction des politiques économique et commerciale (CPE)

FÉVRIER 1996

96/02

SP75F

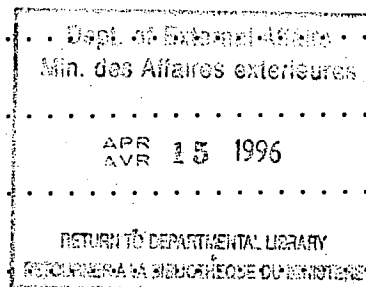
Les documents du Groupe des politiques ont pour objet d'encourager, parmi les responsables de la politique étrangère, les échanges sur les tendances et les questions internationales. Les opinions exprimées dans ces documents ne sont pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

Prière d'adresser vos observations et vos questions concernant le présent document au Groupe des politiques (CPB), Affaires étrangères et Commerce international, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2 [Tél. : (613) 944-0367; télécopieur : (613) 944-0375]. On peut obtenir des copies de ce document en faisant la demande à InfoCentre (SKIO) du Ministère [1-800-267-8376; région outaouaise tel: (613) 944-4000; télécopieur : (613) 996-9709], en mentionnant le code SP75F.

An english version of the Paper is also available.

**Des changements dans le voisinage :
Réflexions sur le Mexique en transition**

Résumé	4
Executive Summary	5
1. Introduction	7
2. Les facteurs politiques conjoncturels	8
2.1 Les chocs politiques de 1994	8
2.2 Les facteurs liés au cycle politique	12
3. La transition systémique du Mexique	15
3.1 La logique de l'ordre post-révolutionnaire	15
3.2 Les règles du jeu	17
3.3 Le déclin graduel du régime	19
Diagramme : Continuité et changement politiques	24
4. Le changement politique : Évolution, décentralisation ou révolution	27
5. Les implications pour le Canada	30
5.1 Le Mexique en tant que «partenaire-pilote»	31
5.2 Accroître la surveillance par une approche politico-économique	32
5.3 Le soutien indirect des réformes	33
5.4 Cultiver l'influence	34



43-275-837

Résumé

Contrairement aux analyses courantes à tendance économique de la crise du peso et de ses suites, le présent document présente une interprétation politico-économique de la situation mexicaine actuelle. C'est dans un contexte de secousses politiques constantes que s'est dessinée la genèse de la crise. La juxtaposition de la turbulence politique et de la vulnérabilité économique croissante a sapé la confiance des investisseurs et a servi d'entrée en matière aux événements dramatiques de décembre 1994 et du début de 1995.

Outre les facteurs politiques conjoncturels, les événements politiques de 1994 étaient symptomatiques d'une transition plus profonde et davantage systémique dans l'ordre politique post-révolutionnaire du Mexique. Ainsi, le document porte surtout sur les changements importants qu'ont subis les institutions fondamentales et les règles du jeu politique du pays. Jusqu'à ce que les bases d'un nouvel ordre aient été jetées — un nouveau consensus social — le Mexique demeurera susceptible à la turbulence politique épisodique et à l'instabilité des marchés financiers résultante. L'analyse souligne le fait que le Mexique doit d'abord rétablir sa situation politique pour pouvoir progresser sur le plan économique. L'élite, les classes sociales et les groupes d'intérêt doivent se mettre d'accord sur l'adoption et l'institutionnalisation d'un nouveau mode de vie afin que le pays puisse se redéfinir avec succès. En dépit de nouveaux accommodements, il reste beaucoup à accomplir, ce qui exigera de la persistance et de la patience.

Le document examine la direction des changements politiques actuels au Mexique. Bien qu'une issue révolutionnaire soit improbable, il existe dans le processus de transition des tendances à l'évolution aussi bien qu'à la décentralisation. Par ailleurs, des éléments de continuité avec le passé, comme une présidence forte, ont un effet stabilisateur sur l'avenir du Mexique.

La dernière section porte sur les incidences de l'analyse du document pour le Canada. Quatre recommandations modestes y sont formulées :

- Le Canada devrait considérer le Mexique comme un « partenaire-pilote » et s'inspirer des leçons tirées de son expérience avec le Mexique et des perspectives qu'elles confèrent pour façonner ses relations avec d'autres partenaires en développement.

- Afin d'améliorer la surveillance et le système d'avertissement rapide préconisé par le G-7 et le FMI, il faudrait adopter une approche politico-économique de l'analyse des marchés naissants.
- Le Canada devrait chercher à projeter ses valeurs à l'étranger, à savoir le respect des droits de la personne, la démocratie et la primauté du droit, en améliorant les moyens *indirects* d'appuyer la consolidation de la réforme au Mexique.
- Le Canada devrait chercher à susciter les occasions de multiplier les contacts personnels entre les représentants des deux pays.

Executive Summary

In contrast to the prevalent economically-oriented analyses of the Mexican peso crisis and its aftermath, this Paper offers a political economy interpretation of Mexico's current situation. It was against the backdrop of persistent political shocks that the genesis of the crisis occurred. The juxtaposition of political turbulence and growing economic vulnerability eroded investor confidence in Mexico and set the ground for the dramatic events of December 1994 and early 1995.

While the role of conjunctural political factors is examined, the political events of 1994 were symptomatic of a deeper, more systemic transition in Mexico's post-revolutionary political order. The Paper thus concentrates on important changes to the country's institutional cornerstones and political rules of the game. Until the foundations of a new order are laid -- a new social consensus -- Mexico will continue to be prone to episodes of political turbulence and the resultant repercussions of financial market instability. The analysis underscores the need for Mexico to get its politics right in order for it to progress economically. A new *modus vivendi* must be agreed upon and institutionalized among Mexico's elites, social classes and interest groups in order for the country to redefine itself successfully. In this regard, new accommodations are occurring, but much work remains, requiring persistence and patience.

The Paper considers the direction of current political change in Mexico. While a revolutionary outcome is unlikely, there are both evolutionary and devolutionary tendencies in the country's transition process. At the same time, important continuities with the past -- such as a strong presidency -- have a stabilizing effect on Mexico's path forward.

A final section considers the implications of the Paper's analysis for Canada. Four modest recommendations are made:

- Mexico should be considered a "pilot partner" for Canada. The lessons and insights from Canada's ongoing experience with Mexico should be brought to bear on Canada's evolving relations with other developing country partners.
- In the interest of improving the surveillance and early warning system advocated by the G-7 and IMF, a political economy approach to analyzing emerging markets should be adopted.
- Canada should seek to project its values abroad -- respect for human rights, democracy and the rule of law -- by enhancing its *indirect* means of supporting the consolidation of reform in Mexico.
- Canada should strive to cultivate opportunities for greater personal contacts between the two countries.

Des changements dans le voisinage : Réflexions sur le Mexique en transition

1. Introduction¹

Le 20 décembre 1994, les autorités mexicaines annonçaient leur décision de dévaluer le peso mexicain de 15 p. 100, semant ainsi la panique sur les marchés mexicains. Lorsque les réserves internationales sont tombées à un niveau dangereusement bas, après deux jours d'interventions visant à défendre la nouvelle fourchette des taux de change, les autorités mexicaines ont dû adopter un régime de change flottant. Seul un rapide programme de sauvetage mis en place le 31 janvier 1995 par les États-Unis et le Fonds monétaire international, avec l'aide du Canada, a permis d'empêcher l'effondrement total du système financier mexicain².

On a cherché à expliquer la crise du peso. La plupart des interprétations soulignaient l'importance des facteurs économiques, tels que le cours surévalué de la monnaie mexicaine; l'ancrage des taux de change pour se protéger de l'inflation; la conversion des titres d'État à court terme libellés en pesos (*cetes*) en bons du Trésor à court terme indexés sur le dollar américain (*tesobonos*), au moment où les réserves internationales dégringolaient; et le niveau insoutenable du déficit du compte courant et du déficit commercial³.

¹ L'auteur tient à souligner le soutien généreux accordé par une bourse Norman Robertson au Groupe des politiques du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international à la rédaction de ce document. Des commentaires et des réflexions utiles ont été fournis par Keith Christie, Nicholas Coghlan, Robert Noble, Renata Wielgosz, Prakash Sharma, Allen Sutherland et Patricia Fuller. L'auteur remercie également la Division du Mexique (LMR) de son assistance. Il assume évidemment la responsabilité de toute lacune éventuelle de l'analyse.

² Le programme d'aide financière consistait en 20 milliards de dollars américains provenant des États-Unis et 17,8 milliards de dollars américains du FMI. Dans le cadre d'un mécanisme de swap trilatéral (Canada, États-Unis et Mexique) établi en avril 1994, la Banque du Canada a fourni une ligne de crédit élargie de 1,5 milliard de dollars canadiens au programme de sauvetage.

³ Pour un échantillon des analyses économiques, voir Miguel A. Savastano, Jorge Roldós et Julio Santaella, «L'origine de la crise financière mexicaine», Annexe I, dans FMI, **Perspectives de l'économie mondiale**, mai 1995, pp. 99-106; OCDE, **Études économiques : Mexique**, octobre 1995; "What Went Wrong With Mexico? - A Post-Mortem. A Symposium of Views", **The International Economy**, mars-avril 1995, pp. 24-31; Jeffrey Sachs, Aaron Tornell et Andres Velasco, "The Real Story", **The International Economy**, mars-avril 1995, pp. 14-17 et 50-51.

C'est toutefois dans un contexte de secousses politiques répétées que s'est dessinée la genèse de la crise. Le présent document offre une interprétation politico-économique de la crise mexicaine. La juxtaposition de la turbulence politique et de la vulnérabilité économique croissante a sapé la confiance des investisseurs et a servi d'entrée en matière aux événements dramatiques de décembre 1994 et du début de 1995.

Les événements politiques de 1994 n'étaient pourtant pas des incidents isolés. Dans une grande mesure, ils étaient symptomatiques d'une transition systémique plus profonde dans l'ordre politique post-révolutionnaire du Mexique. Les institutions fondamentales et les règles politiques de l'ancien régime ont été mises à dure épreuve. Les bases d'un nouvel ordre — d'un nouveau consensus social — n'ont pas encore été jetées. Tant que cela n'aura pas été fait, le Mexique demeurera susceptible à la turbulence politique épisodique et à l'instabilité des marchés financiers qui en découle.

Le document est divisé en quatre parties. Premièrement, il examine les chocs politiques de 1994 et les facteurs cycliques qui constituent la toile de fond de la crise du peso de décembre. Deuxièmement, il examine les causes systémiques de la crise actuelle, en insistant sur les pressions en vue de la transformation des institutions fondamentales et des règles politiques. La partie suivante porte sur la direction que prennent actuellement les changements politiques au Mexique : révolution, évolution ou décentralisation. Enfin, le document analyse les incidences pour le Canada.

2. Les facteurs politiques conjoncturels

Deux séries de facteurs conjoncturels ont accentué les faiblesses économiques du Mexique en 1994 : une série de chocs politiques et les difficultés liées au cycle politique de six ans au Mexique.

2.1 Les chocs politiques de 1994

En 1994, la turbulence politique au Mexique a atteint des sommets inégalés depuis les jours violents de la Révolution mexicaine. L'année a été marquée par une rébellion des paysans indigènes dans l'État méridional du Chiapas, l'assassinat de deux hauts dirigeants politiques, l'enlèvement de plusieurs hommes d'affaires éminents, des luttes intestines déclarées parmi les élites du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis des lustres.

On a longuement débattu du rôle que ces secousses politiques survenues tout au long de l'année ont joué sur la crise du peso mexicain. Après tout, les économistes font ressortir, avec raison, que le Mexique accumulait des faiblesses économiques qui ne pouvaient pas durer longtemps. Elles comprenaient un déficit croissant du compte courant, qui atteignait 8 p. 100 du Produit intérieur brut (PIB) à la fin de 1994; un déficit commercial record de 18,5 milliards de dollars américains pour l'année; un peso surévalué; des prêts improductifs de plus en plus problématiques dans le secteur bancaire; un taux d'épargne nationale à la baisse (surtout l'épargne privée); le recours accru aux entrées de capitaux étrangers fébriles; une sensibilité prononcée à l'évolution des taux d'intérêt aux États-Unis et la croissance généralement médiocre du PIB. D'ailleurs, plusieurs économistes respectés, dont Rudiger Dornbusch, Christopher Whalen et Moisés Naím avaient souligné la nécessité de régler ces problèmes et de dévaluer le peso bien avant la décision fatidique du 20 décembre 1994⁴.

Certains font néanmoins ressortir que les réserves internationales du pays atteignaient un niveau record de près de 30 milliards de dollars américains au début de mars 1994, *après* et *malgré* le soulèvement du 1^{er} janvier des rebelles zapatistes au Chiapas. Autrement dit, au lieu de baisser, elles ont monté, par rapport à leur niveau de 25,5 milliards de dollars américains à la fin de 1993.

Il y a deux explications à ce paradoxe apparent. Premièrement, la crise au Chiapas a été occultée par la ratification de l'Accord de libre-échange en nord-américain (ALENA) au Congrès américain en novembre 1993. L'adoption de cet accord a donné le feu vert au déluge d'investissements directs étrangers et d'investissements de portefeuille étrangers qui a suivi au Mexique.

Deuxièmement, c'est la *persistance* et l'*accumulation* des secousses politiques qui a contribué aux fortes ondes de choc financières et économiques survenues par la suite. Le problème du Chiapas a mis les investisseurs internationaux sur leurs gardes, bon nombre d'entre eux sentant clairement que tout ne tournait pas rond au Mexique. Par ailleurs, le Chiapas était considéré comme une région géographiquement trop éloignée du centre et du nord du Mexique pour pouvoir constituer une menace réelle pour l'investissement étranger. Mais ensemble, le problème du Chiapas et l'assassinat du candidat présidentiel du PRI Luis Donaldo Colosio le 23 mars 1994 ont sonné

⁴ Voir Rudiger Dornbusch et Alejandro Werner, "Mexico: Stabilization, Reform, and No Growth", *Brookings Papers On Economic Activity* 1, 1994, pp. 253-315; Christopher Whalen, "The Coming Mexican Devaluation", *The International Economy*, janvier-février 1993, pp. 61-65; Moisés Naím, "Latin America: Post-Adjustment Blues", *Foreign Policy* 92, automne 1993, pp. 133-150.

l'alerte rouge; il y avait définitivement quelque chose n'allait pas au Mexique. On a allégué ouvertement que les principaux architectes de l'assassinat provenaient du PRI. Dans les premières semaines qui ont suivi le décès tragique de Colosio, les autorités ont tenté de défendre le peso contre les attaques et les réserves internationales ont chuté à 17 milliards de dollars américains.

Par la suite, plusieurs mesures visant à rétablir la confiance ont réussi temporairement à convaincre les investisseurs que les autorités étaient capables de défendre le taux de change et avaient l'intention de le faire. Ainsi, les gouvernements des États-Unis et du Canada ont offert rapidement des lignes de crédit respectives de 6 milliards de dollars américains et de 1 milliard de dollars canadiens pour appuyer le peso. De plus, le gouvernement mexicain a commencé à convertir les titres publics libellés en pesos — les «*cetes*» — en bons du Trésor indexés sur le dollar américain et appelés «*tesobonos*», prenant ainsi sur ses épaules une grande partie du risque de dévaluation assumé auparavant par les investisseurs. Enfin, après l'élection relativement facile d'Ernesto Zedillo à la présidence le 21 août, le Mexique semblait s'être engagé sur un cap plus stable. De la fin d'avril jusqu'au début de novembre, les réserves internationales sont restées assez stables, à environ 16-17 milliards de dollars américains.

Mais les événements de l'automne ont vite fait déchanter. Le 28 septembre, le secrétaire général du PRI, José Francisco Ruiz Massieu, était assassiné. Peu après, la rumeur d'une tentative d'assassinat de Zedillo circulait. L'enquêteur en chef chargé d'élucider le décès de Ruiz, Mario Ruiz, frère de la victime, a aussi allégué publiquement que l'exécutif du PRI, le président Ignacio Pichardo et la secrétaire générale María de los Angeles Moreno, étaient impliqués dans l'assassinat⁵.

Bien que ces événements ne soient pas, en soi, la cause de la crise du peso, ils se sont conjugués à la prise de conscience grandissante de la vulnérabilité de la position économique du Mexique et aux doutes quant à la compétence ou au contrôle politique du nouveau cabinet Zedillo pour saper la confiance générale des investisseurs mexicains et internationaux. D'un niveau d'environ 16 milliards de dollars américains à la fin d'octobre, les réserves internationales ont fondu à un peu plus de 10,5 milliards le 20 décembre. Un autre choc politique est devenu la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Le 19 décembre, on signalait que le *subcomandante* Marcos et la guérilla

⁵ Ces allégations n'ont jamais été prouvées et ni Ignacio Pichardo ni María de los Angeles Moreno n'ont été accusés d'infractions criminelles. Cet exemple démontre les dissensions intestines ouvertes au PRI.

zapatiste avaient franchi le cordon militaire et occupaient 38 municipalités du Chiapas⁶. L'incident a déclenché une nouvelle fuite des capitaux et contribué à la décision des autorités mexicaines de dévaluer le nouveau peso de 15 p. 100 le lendemain.

En deux mots, si la situation politique n'avait pas été aussi instable en 1994, le gouvernement mexicain aurait été mieux placé pour faire face à la mauvaise passe financière dans laquelle il s'est retrouvé à la fin de l'année. Le facteur crucial qui a relié les événements politiques et les racines économiques de la crise du peso a été la confiance des investisseurs. C'était à la fois le ciment et le talon d'Achille du modèle des marchés naissants. Dans une économie caractérisée par une pénurie de capitaux et un faible taux d'épargne nationale, comme c'était le cas au Mexique, la croissance économique dépendait de l'arrivée constante d'investissements étrangers. Le gouvernement a consacré beaucoup d'énergie aux relations publiques ou à la «gestion des attentes» : à vendre l'idée que le pays était une destination prometteuse pour les investissements⁷. Les réformes du marché; le déclin de l'inflation, qui était passée de 160 p. 100 en 1987 à moins de 10 p. 100 en 1994; une monnaie apparemment stable; et la signature de l'ALENA ont fait du Mexique un pays assez facile à vendre au début. Il aurait peut-être été possible de tenir compte d'un choc politique isolé et exceptionnel, mais la turbulence politique constante a grandement nui aux arguments de vente.

⁶ On a su par la suite que la presse mexicaine avait exagéré considérablement les événements survenus le 19 décembre au Chiapas. Les zapatistes ont occupé beaucoup moins que 38 municipalités. Néanmoins, dans un marché sur les nerfs comme il l'était en décembre 1994, l'impression qu'un nouveau conflit armé était imminent dans l'État a grandement contribué à saper la confiance des investisseurs.

⁷ L'art de vendre ou la «gestion des attentes» caractéristique du modèle des marchés naissants dans les pays en développement a été analysée dans Ian Roxborough, "Neo-liberalism in Latin America: Limits and Alternatives", *Third World Quarterly* 13, 1992, pp. 421-440.

Les capitaux ont fui le pays tout aussi vite qu'ils étaient venus, surtout quand des possibilités plus sûres et plus alléchantes financièrement se sont présentées, à la faveur de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et ailleurs⁸. Avec le recul, l'instabilité politique et la vulnérabilité économique, conjuguées à la mobilité des capitaux internationaux, menaient tout droit au désastre.

2.2 Les facteurs liés au cycle politique

La crise du peso s'explique aussi en grande partie par le cycle politique du Mexique. Le système politique mexicain se caractérise par des mandats présidentiels de six ans appelés «*sexenios*». Deux grands événements se sont produits durant la dernière année du sexennat de Salinas : l'élection présidentielle du 21 août et le transfert officiel des pouvoirs de Salinas à Zedillo le 1^{er} décembre. Ces facteurs ont limité la capacité des autorités mexicaines de s'attaquer efficacement à des problèmes économiques et financiers grandissants.

L'élection présidentielle a contribué de deux façons à la crise du peso. Premièrement, la latitude dont jouissait le gouvernement mexicain pour prendre des mesures économiques était limitée par le désir de porter son candidat au pouvoir. Dans le climat concurrentiel de 1994, une dévaluation du nouveau peso avant l'élection et la hausse de l'inflation susceptible d'en résulter auraient pu nuire aux succès électoraux de Colosio ou de Zedillo. La volonté de survivre politiquement a aussi empêché une majoration des taux d'intérêt après l'assassinat de Colosio, pour contrer la fuite des capitaux et les attaques contre le peso. Les autorités ont plutôt choisi de défendre le taux de change, de rassurer les investisseurs en convertissant les *cetes* à court terme libellés en pesos en *tesobonos*, ces titres d'État à court terme indexés sur le dollar américain. Avec le recul, nous savons que la décision de politique de créer les *tesobonos* a grandement contribué à la crise de la balance des paiements en décembre. Les préoccupations électorales expliquent aussi l'adoption de politiques budgétaire et monétaire expansionnistes cette année-là⁹.

⁸ Il importe de souligner que les investisseurs mexicains eux-mêmes ont été les premiers à abandonner le peso.

⁹ Ainsi, le programme des dépenses réelles du secteur public a augmenté de 5,58 p. 100 entre 1992 et 1993 et de 12,34 p. 100 entre 1993 et 1994. La hausse des dépenses réelles de programmes en 1994 représentait plus du double du taux de croissance en 1993. Ces calculs se fondent sur des statistiques fournies dans Ernesto Zedillo, *Primer Informe de Gobierno: Anexo*, Mexico, Poder Ejecutivo Federal, 1995, pp. 46.

Les hausses des dépenses sociales consacrées à des programmes comme le Programme de solidarité nationale et le programme de soutien du revenu agricole PROCAMPO, conjuguées à l'expansion du crédit accordé par les banques commerciales et les banques de développement du Mexique, ont aussi jeté de l'huile sur le feu.

Deuxièmement, la campagne électorale s'est déroulée dans un climat d'incertitude sans précédent. Le non-conformisme déclaré de Manuel Camacho, ancien maire de Mexico, défait par Luis Donaldo Colosio lors de l'investiture du candidat présidentiel du PRI le 28 novembre 1993, a semé la consternation. Lorsque l'image de Colosio a été ternie par le soulèvement au Chiapas, la rumeur a couru qu'il puisse être remplacé à la dernière minute par Camacho. Même après le décès de Colosio, Camacho est demeuré une épine au pied pour le PRI. La discorde entre Camacho et Zedillo a fini par entraîner la démission de Camacho à titre de commissaire du gouvernement pour la paix au Chiapas. L'assassinat de Colosio le 23 mars a semé la panique sur les marchés financiers mexicains. Par la suite, la brève démission, en juin, de Jorge Carpizo, ministre de l'Intérieur du Mexique et directeur général de l'Institut électoral fédéral, a sonné momentanément l'alerte au sujet d'une crise gouvernementale et de l'avenir des élections prévues le 21 août. Tout comme les chocs politiques décrits ci-dessus, le prélude à l'élection de 1994 a contribué à une érosion constante de la confiance des investisseurs.

L'autre facteur lié au cycle politique qui a influencé la crise du peso a été la période de transfert des pouvoirs entre les derniers mois du gouvernement Salinas et les premiers mois du nouveau gouvernement Zedillo. Au moment où un gouvernement s'apprêtait à céder les rênes et l'autre se préparait à assumer le pouvoir, un vide coûteux au niveau du leadership et de l'administration s'est créé et a gravement entravé toute intervention rapide et décisive pour régler les problèmes économiques et financiers du Mexique. Ce vide a été accentué par une autre caractéristique du système politique mexicain : le remplacement généralisé du personnel bureaucratique et politique du président sortant par l'équipe du nouveau président. On dit souvent qu'à cause du roulement considérable du personnel, il faut habituellement à un nouveau gouvernement d'un an à 18 mois pour apprendre à tirer les ficelles. Malgré une certaine continuité au niveau des hauts fonctionnaires, les personnes nommées par Zedillo commençaient à peine à s'installer à leurs nouveaux postes quand la situation alarmante du compte courant et les problèmes de l'exode des capitaux et de l'assèchement des réserves leur sont tombés sur les bras.

Par le passé, les présidents mexicains avaient souvent fait la faveur à leurs successeurs de prendre au cours des derniers mois de leur mandat des mesures de redressement économique nécessaires mais impopulaires.

Ainsi, Luis Etcheverría en 1976 et José López Portillo en 1982 ont procédé tous les deux à une importante dévaluation du peso. Pour citer López Portillo : «Un président qui dévalue, est un président dévalué». En portant le blâme, ces présidents sortants facilitaient la vie à leurs successeurs.

Carlos Salinas de Gortari, toutefois, a refusé de faire la même faveur à Zedillo. Sa réticence s'explique en partie par le désir de passer à l'histoire sous un jour positif et en partie par sa candidature en vue de devenir le premier directeur de l'Organisation mondiale du commerce.

Le vide au niveau des dirigeants et le roulement administratif traduisent une faiblesse structurelle du cycle politique mexicain, mais leur incidence a été renforcée par une autre caractéristique du système politique mexicain : la concentration du pouvoir, en grande partie sans droit de regard par des tiers, au cabinet de la présidence. Les objectifs personnels de Salinas ont pu ainsi prendre le pas sur les difficultés économiques du pays à l'automne de 1994.

De nombreux observateurs de la situation au Mexique ont constaté la nature cyclique des crises mexicaines. Depuis la crise de la balance des paiements à la fin de la présidence de Luis Etcheverría en 1976, il semble que chaque gouvernement sortant ait laissé en partant une crise sur les bras du gouvernement qui allait le remplacer. En 1982, le gouvernement sortant de López Portillo a laissé une crise importante de la dette et de la balance des paiements à son successeur, celui de De La Madrid. À son tour, Carlos Salinas de Gortari a pris le pouvoir à la fin de 1988, après avoir remporté l'élection présidentielle de justesse et avec une économie qui venait de subir une période d'hyperinflation. Et le gouvernement Zedillo a évidemment été handicapé par la crise du peso de décembre 1994.

Il est cependant peut-être trop simpliste de voir dans la crise mexicaine actuelle uniquement une autre manifestation d'une tendance cyclique. Après tout, avant la crise de 1976, le Mexique n'avait pas ce problème. Depuis le début des années 50 jusqu'au début des années 70, le Mexique a connu une croissance économique prolongée, une faible inflation et un peso stable, qui ont permis de parler de «miracle mexicain». La nature «cyclique» de la crise actuelle n'est pas exactement cyclique, pas plus que les événements dramatiques de 1994 n'étaient des événements tout à fait isolés ou spontanés; il étaient des manifestations d'un changement systémique plus profond dans l'économie politique du Mexique.

3. La transition systémique du Mexique

Le Mexique vit actuellement une transition politique et économique profonde, d'un ordre post-révolutionnaire de longue date vers un nouveau système encore incomplet. Depuis 1982, de nombreuses bases économiques d'un nouvel ordre ont été jetées, grâce à une libéralisation économique survenue principalement durant le sexennat de Salinas. Mais les institutions politiques et sociales correspondantes restent encore largement indéfinies. Un nouveau mode de vie se dérobe encore.

3.1 La logique de l'ordre post-révolutionnaire¹⁰

Il a fallu 19 ans pour que l'ordre soit rétabli après la Révolution mexicaine de 1910 et ses lendemains sanglants. En 1929, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) était fondé par l'ancienne élite féodale du pays et, au cours de la décennie qui a suivi, les institutions fondamentales et le contrat social du nouveau régime politique étaient mis en place¹¹. La formule que ses fondateurs ont concoctée lui a permis de rester au pouvoir depuis.

Après des années de conflits au sein de l'élite, conflits qui l'avaient beaucoup affaibli, la naissance du PRI était une tentative délibérée d'enterrer la hache de guerre et d'amener les intérêts opposés qui se disputaient le pouvoir à s'entendre sur des règles du jeu communes. Au lieu de continuer à se battre pour obtenir tout le gâteau économique du pays, on s'entendait pour le partager. La création d'un nouveau parti pour diriger le pays visait à interioriser les conflits relatifs à ce partage entre les rivaux; la loyauté envers le parti serait récompensée par le patronage et les faveurs gouvernementales. La stabilité politique paverait la voie à plusieurs générations de croissance économique impressionnante, de faible inflation et de monnaie stable.

Le nouvel ordre reposait sur sept grandes bases. Premièrement, il se caractérisait par un **présidentialisme** fort. Tout comme les couleurs du drapeau mexicain qui ornaient sa cocarde, le président personnifiait la nation et ses plus belles traditions. Dans la plus pure tradition des rois espagnols et des monarques aztèques, il était vénéré et réifié au-dessus de tous les autres.

¹⁰ Pour d'autres analyses des fondements du système politique mexicain, voir Roderic Ai Camp, *Politics in Mexico*, New York, Oxford University Press, 1993. L'une des analyses les plus agréables et les plus enrichissantes sur la culture politique mexicaine par un étranger est Alan Riding, *Distant Neighbours: A Portrait of the Mexicans*, New York, Vintage Books, 1989 [1984].

¹¹ Le PRI s'appelait au départ Parti révolutionnaire national (PRN). En 1938, le PRN est devenu le Parti de la Révolution mexicaine puis, en 1946, le Parti révolutionnaire institutionnel actuel.

Le président jouissait d'une foule de prérogatives : le droit exclusif de choisir son cabinet, de nommer des candidats aux postes élus, des gouverneurs, le maire de Mexico et les juges de la Cour suprême ainsi que de choisir lui-même son successeur¹². Le Congrès et la Cour suprême servaient habituellement à appliquer loyalement la volonté du président et à mettre en oeuvre les mesures présidentielles.

Deuxièmement, l'idéologie à la base du nouveau régime de gouvernement était le **nationalisme révolutionnaire**. D'après la Constitution de 1917, cette idéologie prévoyait un rôle interventionniste important pour l'État dans l'économie et défendait l'égalité et la justice sociales. Elle préconisait un État et un enseignement laïcs aux dépens du rôle puissant joué auparavant par l'Église catholique. L'élément nationaliste de l'idéologie consistait en des politiques économiques protectionnistes, tournées vers l'intérieur, et en un sentiment anti-américain. La vaste réforme agraire et la nationalisation de l'industrie pétrolière réalisées dans les années 30 par le président Lázaro Cárdenas étaient caractéristiques du nationalisme révolutionnaire¹³.

Troisièmement, un **contrat social** sous-tendait le nouvel ordre. En échange de leur soutien politique et de l'acceptation du parti et de ses dirigeants, les travailleurs et les paysans mexicains étaient assurés d'une part des fruits de la croissance économique. Le contrat découlait de l'esprit égalitaire de la Constitution de 1917 et des efforts en vue de regrouper des forces sociales disparates sous la bannière du nouveau parti.

Quatrièmement, les grands groupes d'intérêt du parti naissant ont été organisés en fonction du **corporatisme**. Les cinq groupes corporatistes du début étaient le patronat, les ouvriers, les paysans, les fonctionnaires et les militaires¹⁴. Les dirigeants de ces secteurs étaient des membres importants du parti et du gouvernement. Le régime de la représentation des intérêts créait un lien de communication important entre la direction du parti et la base, en permettant au parti de «prêter oreille à la base» et d'exercer sa mainmise sur une grande partie de la société.

¹² La prérogative présidentielle cruciale de choisir son successeur a fini par être appelée le «*dedazo*» (montrer du doigt) ou «*destape*» (dévoilement).

¹³ Entre 1934 et 1940, le gouvernement Cárdenas a fondé quelque 180 000 «*ejidos*» ou communautés agraires, distribuant environ 46 millions d'hectares à 750 000 familles. Voir Alan Riding, *Distant Neighbours*, pp. 53-54.

¹⁴ Les militaires ont cessé par la suite de former un groupe corporatiste distinct, encore que, dans la pratique, ils soient restés loyaux au parti.

Il renforçait aussi le contrat social : à titre de représentant officiellement reconnu de chaque secteur, chaque organisation corporatiste et ses dirigeants recevaient des avantages s'ils appuyaient les politiques du parti.

Cinquièmement, le régime était essentiellement un **régime unipartite**. Comme nous l'avons déjà indiqué, le PRI a été fondé pour interioriser les conflits au sein d'une vaste coalition gouvernante. Il y avait peu de différences entre le parti et l'État; les deux revenaient presque au même. Un pluralisme limité était accepté pour les apparences, mais le PRI était rarement défait aux élections. Le pluralisme réel du régime se trouvait au sein même du PRI, où les groupes politiques rivaux, les secteurs corporatistes et les factions idéologiques qui se disputaient le pouvoir.

Sixièmement, les contestations externes de la domination du parti ont pu être contrées avec succès par un **régime de cooptation** élaboré. Par le recours systématique à des nominations bureaucratiques et politiques et de généreuses récompenses, les mouvements de protestation «autonomes» qui posaient en apparence une menace aux intérêts du gouvernement et du PRI ont constaté rapidement qu'on les décapitait ou que leurs dirigeants étaient compromis. Bien que ce processus de cooptation ait créé un vide persistant à la tête des organisations populaires et des partis d'opposition, il a contribué à régénérer constamment le gouvernement et le PRI, par l'apport de sang neuf, de personnes créatives et énergiques dont les qualités de chef avaient été démontrées¹⁵.

Enfin, l'une de ses caractéristiques les plus autocratiques est le fait que le régime dépend du **contrôle des moyens de communication de masse**. Critiquer ouvertement et publiquement le gouvernement était rarement permis, surtout à la radio et à la télévision.

3.2 Les règles du jeu

Parallèlement aux bases décrites ci-dessus, le régime politique post-révolutionnaire mexicain a aussi établi une série de règles fortement institutionnalisées que suivaient tous les acteurs au sein du gouvernement et du PRI.

¹⁵ Sergio Zermeño appelle «bureaupolitique» ce processus double de régénération du gouvernement du PRI et de création d'un vide à la tête de l'opposition. Voir Sergio Zermeño, "Crisis, Neoliberalism and Disorder", dans **Popular Movements and Political Change in Mexico**, éd. Joe Foweraker et Ann L. Craig, Boulder, CO, Lynne Rienner, 1990, pp. 160-180.

Le caractère hautement institutionnalisé du régime mexicain le distinguait de celui de nombreux pays latino-américains voisins, où les troubles politiques et des changements de régimes étaient fréquents¹⁶. Quatre de ces règles sont définies ci-dessous :

Pas de réélection. Ni le président, ni les gouverneurs, ni les sénateurs, ni les députés d'État ou fédéraux ne pouvaient être réélus au même poste. En pratique, cette règle renforçait le phénomène du «monarque temporaire» dans les *sexenios* mexicains : chaque mandat de six ans amenait un nouveau président et son entourage et provoquait le remplacement de nombreux politiciens et bureaucrates. Cette règle empêchait aussi les politiciens élus de créer des bases de pouvoir distinctes de celle du président.

Un calendrier électoral fixe. Les élections périodiques au Congrès ou à la présidence étaient tenues aux dates fixées dans la constitution fédérale ou dans celle de l'État. Les dates des élections pouvaient être modifiées par un amendement constitutionnel et non arbitrairement.

La loyauté envers le parti. Pour récapituler, la raison d'être du PRI consistait, au départ, à partager le gâteau économique au lieu de se battre pour l'accaparer. Autrement dit, l'adhésion au parti donnait certains privilèges. Mais afin d'obtenir des avantages, un membre devait suivre la discipline du parti. Les dissensions internes étaient largement permises chez les membres, mais pas la critique publique. Les membres loyaux étaient récompensés généreusement tandis que ceux qui étaient perçus comme des traîtres étaient traités avec sévérité. Une épreuve cruciale pour démontrer sa loyauté envers le parti était la capacité d'accepter d'«être mis sur la tablette» lorsqu'on tombait en disgrâce ou qu'un rival plus influent remportait la course au leadership. Même si, à court terme, le membre du PRI pouvait être rétrogradé ou bloqué dans sa progression, à long terme, la patience et le respect de la discipline du parti étaient souvent récompensés généreusement.

L'impunité des dirigeants. Les hauts dirigeants du parti et les hauts fonctionnaires étaient généralement «intouchables». Fait peut-être plus important encore, cette règle s'appliquait aux présidents sortants. Les présidents en fonction ou passés ne pouvaient pas être mis en accusation ni poursuivis, en vertu de la Constitution mexicaine.

¹⁶ Voir Dan A. Cothran, *Political Stability and Democracy in Mexico: The "Perfect Dictatorship"?*, Westport, Conn., Praeger, 1994; Laurence Whitehead, "Prospects for a Transition from Authoritarian Rule in Mexico", dans *The Politics of Economic Restructuring: State-Society Relations and Regime Change in Mexico*, éd. María Lorena Cook, Kevin J. Middlebrook et Juan Molinar Horcasitas, La Jolla, CA, Centre for U.S.-Mexican Studies, University of California, San Diego, 1994, pp. 327-346.

Règle générale, la corruption et les scandales criminels exposés dans les médias mexicains ont toujours mis l'accent seulement sur les fonctionnaires qui étaient tombés en défaveur auprès des hautes instances du PRI et du gouvernement.

3.3 Le déclin graduel du régime

Pendant des années, la formule post-révolutionnaire mexicaine de l'unipartisme et de la croissance parrainée par l'État et tournée vers l'intérieur a assuré une stabilité politique et un dynamisme économique. Mais à bien des égards, le modèle a provoqué lui-même son propre déclin. L'expansion continue du secteur public a créé de nouvelles classes moyennes importantes, désireuses de laisser leur marque sur la société. Par ailleurs, tous ne profitaient pas de la croissance économique impressionnante du Mexique. La pauvreté et des problèmes d'urbanisation croissants ont accompagné le progrès. En partie signe des temps, le mécontentement s'est cristallisé par la naissance d'un mouvement démocratique étudiant en 1968. En octobre de cette année-là, ce mouvement a été bâillonné par le massacre des étudiants à Tlatelolco et la répression policière et militaire qui a suivi. Des événements semblables ont eu lieu en 1971. L'échec de la contestation pacifique a poussé certains radicaux à organiser un soulèvement de la guérilla dans l'État rural de Guerrero au début des années 70. Ce soulèvement a été lui aussi étouffé fermement par les autorités mexicaines.

Avec le temps, la réponse brutale des forces de sécurité mexicaines aux pressions exercées pour provoquer un changement politique ont grandement sapé la légitimité du régime dans une société qui devenait de plus en plus diversifiée et critique. Mais au lieu de lancer des réformes politiques importantes, sous l'étiquette du «développement partagé», les gouvernements Etcheverría (1970-1976) et López Portillo (1976-1982) ont plutôt choisi de regagner la faveur populaire en accroissant les dépenses publiques : il s'agissait d'accélérer la croissance économique du pays et de mettre en oeuvre des mesures économiques populistes pour obtenir à nouveau le soutien des classes ouvrière et paysanne du Mexique.

Cette stratégie a remporté des succès considérables pendant un certain temps, mais elle ne pouvait durer. Le produit intérieur brut du Mexique a augmenté de près de 7 p. 100 en moyenne entre 1970 et 1981¹⁷. Mais le Mexique a dû compter de plus en plus sur les emprunts étrangers pour financer sa politique budgétaire expansionniste.

¹⁷ Nora Lustig, *Mexico: The Remaking of an Economy*, Washington, D.C., Brookings Institution, 1992, pp. 15, 22.

La crise de la balance des paiements en 1976, qui a provoqué la première dévaluation au Mexique depuis 1953, aurait dû donner le signal qu'il fallait commencer à chercher une autre stratégie économique. Mais la découverte opportune de vastes réserves de pétrole au milieu des années 70 a contribué à repousser à 1982 le jour où le Mexique a dû dresser le bilan de la situation économique. Prévoyant peu de problèmes, les banques internationales ont recyclé les «pétrodollars» et financé avec empressement les plans ambitieux d'expansion du secteur pétrolier et des programmes du secteur public. Le «développement hypothéqué» s'est interrompu brutalement à l'été de 1982. Les hausses vertigineuses des taux d'intérêt internationaux et un brusque déclin des prix du pétrole ont fait que le Mexique ne pouvait plus continuer à effectuer les paiements sur sa dette extérieure gigantesque de 100 milliards de dollars.

Aux lendemains de la débâcle de 1982, le gouvernement De La Madrid (1982-1988) a lutté pour imposer des mesures douloureuses de stabilisation économique et d'ajustement structurel afin de régler les problèmes de la balance des paiements, de l'inflation et de la dette. Avec la dégringolade des recettes pétrolières — le pétrole constituant la principale exportation — et le tarissement du crédit international, le gouvernement mexicain a été forcé de démanteler le coûteux modèle économique tiré par l'État qui avait été développé durant l'ère post-révolutionnaire et de chercher une autre solution. Même si un grand nombre des mesures économiques lancées par De La Madrid et accélérées par la suite par Salinas — austérité financière, dévaluation, déréglementation, privatisation et libéralisation du commerce — avaient du bon sens au point de vue économique, elles ont aggravé le conflit distributif chez l'élite mexicaine et parmi les classes sociales et les groupes d'intérêt¹⁸. Autrement dit, la transition du développement financé par l'État à une économie de marché libéralisée a réduit considérablement les ressources économiques dont disposaient le gouvernement et le PRI pour maintenir la cohésion dans la vaste coalition gouvernante traditionnelle. Ce conflit s'est manifesté de diverses façons : luttes intestines au sein de l'élite, pressions des classes moyennes et populaires en vue d'une réforme démocratique, «naissance» de la société civile grâce à l'apparition de nouveaux mouvements de protestation, et la hausse perturbante du trafic de la drogue et de la violence connexe. Même si ce conflit n'a pas encore de cible unique, il s'est intensifié constamment depuis 1982.

¹⁸ Pour une interprétation semblable des aspects politiques de la réforme économique, voir Robert H. Bates et Anne O. Krueger, "Generalizations Arising from the Country Studies", dans **Political and Economic Interactions in Economic Policy Reform: Evidence from Eight Countries**, éd. Robert H. Bates et Anne O. Krueger, Oxford, G.-B., Blackwell Publishers, 1993, pp. 444-472.

Par conséquent, un grand nombre des bases et des règles politiques de l'ordre post-révolutionnaire ont subi des pressions considérables. Un bref coup d'oeil sur les changements qui se sont produits appuie l'idée que le système est dans une période de transition profonde.

Le présidentielisme. L'autorité présidentielle a culminé sous Carlos Salinas de Gortari. Le pouvoir de décision était concentré entre les mains de Salinas et d'un groupe de technocrates du cabinet triés sur le volet. Mais après l'assassinat de Colosio, la crise du peso et les allégations de corruption contre la famille Salinas, le présidentielisme est tombé en discrédit. Accédant au pouvoir sans posséder lui-même une grande base de pouvoir et subissant des pressions considérables en vue d'une réforme politique, Zedillo a promis de réduire nettement les prérogatives présidentielles, notamment de ne pas intervenir dans le processus d'investiture aux postes de gouverneurs des États au PRI, de rendre le Congrès et la Cour suprême vraiment autonomes, de décentraliser beaucoup de pouvoirs vers les États et de créer un Bureau du vérificateur fédéral afin que le Congrès puisse surveiller l'exécutif¹⁹.

Par ailleurs, l'évolution du présidentielisme mexicain se caractérise par deux paradoxes intéressants. Premièrement, le Mexique a besoin d'une forte présidence pour continuer à implanter avec succès ses réformes économiques et politiques. Deuxièmement, tout en demandant une démocratisation accrue, la plupart des Mexicains continuent de se tourner vers leur président et de compter sur lui pour amorcer et surveiller les réformes. Par conséquent, même si l'heure de gloire du présidentielisme mexicain est peut-être passée, les Mexicains continueront d'avoir une forte présidence dans un nouveau régime de gouvernement.

Le nationalisme révolutionnaire. Longtemps après la fin de la Révolution, il était coutume de rendre hommage, au moins du bout des lèvres, aux idéaux de cet événement marquant. À cet égard, Salinas a marqué une coupure définitive avec l'héritage révolutionnaire du Mexique. Le nationalisme révolutionnaire a été remplacé officiellement en 1992 par le «libéralisme social». Conformément à la nouvelle idéologie officielle, le pays a amorcé un rapprochement avec les États-Unis, qui a abouti à la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain.

¹⁹ Plusieurs propositions de réformes politiques du gouvernement Zedillo et d'engagements à cet égard sont décrites dans Ernesto Zedillo, "First State of the Nation Report", Mexico, 1^{er} septembre 1995; Poder Ejecutivo Federal, **National Development Plan 1995-2000**, Mexico, Presidencia de la Republica, 1995; Ernesto Zedillo, "Toma de Posesión de Ernesto Zedillo", Mexico, 1^{er} décembre 1995.

L'article 27 de la Constitution, qui avait affirmé la tradition de la réforme agraire mexicaine, a été réformé en 1992 afin de privatiser des terres communales, d'en permettre la vente, de protéger la propriété privée et de promouvoir l'investissement du secteur privé dans l'agriculture. En vertu de la nouvelle idéologie, l'État a clairement cédé la place au marché comme principal agent de développement du pays.

Le contrat social. Parallèlement à l'effondrement du nationalisme révolutionnaire, le contrat social du pays s'est érodé lui aussi. Depuis la crise de la dette de 1982, les ressources publiques nécessaires pour que le gouvernement du PRI livre la marchandise ont décliné brusquement par rapport à l'époque des grandes dépenses sous la présidence d'Etcheverría et de López Portillo. Autrefois favorisés par le populisme, les ouvriers et les paysans ont été durement frappés par les mesures douloureuses d'ajustement structurel. Par conséquent, les bases sociales du pouvoir de l'État se sont rétrécies.

Le corporatisme. Le cadre institutionnel corporatiste a été attaqué lui aussi. Face à la résistance des dirigeants corporatistes devant la réforme économique, Salinas a tenté de contourner les secteurs corporatistes traditionnels et de créer un nouveau modèle de relations entre l'État et la société qui reliait le président plus directement aux groupes populaires. Le programme des dépenses sociales qui en est résulté, le Programme de solidarité nationale (PRONASOL) est devenu l'une des pierres angulaires des tentatives de réformes de Salinas. Dans le cadre du PRONASOL, quelque 250 000 «comités de solidarité» locaux ont acheminé le financement fédéral vers des projets de développement communautaire et servi d'«oreille du président auprès de la base»²⁰. Par contre, l'autre fonction de ce programme doit aussi être reconnue : il s'agissait d'un programme d'indemnisation visant à protéger les pauvres contre les dures répercussions sociales de la restructuration économique. Après la crise du peso, l'efficacité du PRONASOL comme outil néocorporatiste et amortisseur social a diminué à cause de l'austérité budgétaire.

Le déclin du corporatisme s'est aussi traduit par une diminution du nombre de dirigeants corporatistes occupant des postes élevés au gouvernement. De plus, une foule de groupes d'intérêt indépendants ont surgi au Mexique et recrutent des membres qui, autrement, auraient joint les rangs des secteurs corporatistes officiels. En outre, les dirigeants sectoriels ne sont plus aussi faciles à embrigader.

²⁰ Au sujet du Programme de solidarité nationale, voir Wayne A. Cornelius, Ann L. Craig et Jonathan Fox, éd., *Transforming State-Society Relations in Mexico: The National Solidarity Strategy*, La Jolla, CA, Centre for U.S.-Mexican Studies, University of California, San Diego, 1994.

Le président Zedillo s'est buté à une résistance sans précédent de la part des dirigeants des corporations patronales, ouvrières et paysannes lorsqu'il a voulu renouveler un instrument clé de la politique des revenus, le Pacte de solidarité économique. Enfin, signe évident d'une crise corporatiste, le mécontentement des membres a poussé les dirigeants officiels des syndicats à annuler le défilé annuel important du 1^{er} mai à Mexico en 1995.

L'unipartisme. Depuis la victoire remportée de justesse par Salinas sur le chef de l'opposition Cuauhtémoc Cárdenas lors de l'élection présidentielle de 1988, il est devenu évident que le PRI ne pouvait plus croire à des victoires électorales allant de soi. Les réformes électorales amorcées à la fin des années 70 surtout pour sauver les apparences ont amélioré graduellement les chances de l'opposition de remporter les élections, en raison surtout de l'incidence sociale des mesures d'ajustement structurel et de stabilisation sur les classes populaires et moyennes du pays. Les partis d'opposition au Mexique ont fait des progrès importants depuis 1988, surtout le Parti d'action nationale (PAN) du centre-droit²¹. En 1989, le PAN a été le premier parti d'opposition à remporter une élection à un poste de gouverneur, l'emportant dans l'État de la Basse-Californie. En 1995, autre première, il est devenu le premier parti d'opposition à faire réélire un gouverneur — en Basse-Californie, qu'il contrôlait déjà. La rancoeur des électeurs après la crise du peso a grandement contribué aux succès électoraux du parti. Le PAN est au pouvoir dans quatre gouvernorats — Basse-Californie, Chihuahua, Guanajuato et Jalisco — et à la mairie de huit des dix plus grandes villes en dehors de Mexico. Il est concevable que des réformes électorales authentiques en 1996-1997, conjuguées à la frustration des électeurs face à la crise économique du Mexique, puissent même donner une majorité au PAN lors des élections de mi-mandat au Congrès en 1997. Autrefois des événements sans surprise montés par un parti, les élections mexicaines sont devenues de plus en plus compétitives.

²¹ Il faut souligner que l'idéologie dominante du PAN appuie les réformes axées sur le marché ainsi que l'ALENA, ce qui est important du point de vue canadien.

Continuité et changement politiques

INSTITUTIONS FONDAMENTALES AU DÉPART

ACTUELLES

Présidentialisme	-	Présidentialisme affaibli mais encore fort; émergence d'un Congrès et d'une Cour suprême autonomes, de décentralisation et de surveillance par le Congrès
«Nationalisme révolutionnaire	-	«Libéralisme social»
Contrat social	-	Érosion, nouveaux contrat social à définir
Corporatisme	-	Néocorporatisme à la PRONASOL; naissance de groupes d'intérêt indépendants et concurrents
Unipartisme	-	Régime et élections pluralistes concurrentiels
Cooptation	-	Réduction des ressources; «concertation»; partage du pouvoir
Contrôle des moyens de communication de masse	-	Presse écrite plus libre; liberté moins évidente à la radio à la radio et à la télévision

RÈGLES DU JEU POLITIQUE AU DÉPART

ACTUELLES

Pas de réélection	-	Continuité
Calendrier électoral fixe	-	Continuité
Loyauté envers le parti ouvertement	-	Dissensions et conflits internes accrus et exprimés
Impunité des dirigeants	-	Continuité

Le régime de cooptation. Tel que mentionné ci-dessus, les ressources dont disposait le régime pour le patronage et l'intégration des dissidents ont chuté après 1982, et tout particulièrement depuis décembre 1994. Par ailleurs, les forces d'opposition sont en train de devenir un moyen peut-être viable à long terme d'obtenir un pouvoir réel. Par conséquent, il devient plus difficile mais pas impossible de coopter les voix dissidentes. Sous Salinas et Zedillo, la «concertation» — la négociation de concessions aux partis d'opposition et aux groupes d'intérêt et une participation accrue de ces partis et groupes à l'élaboration des politiques — a été mise de l'avant de plus en plus. La réforme électorale et la politique agricole sont deux grands exemples de domaines où de nombreuses décisions résultent de la concertation.

La cooptation est aussi remplacée par un certain partage officiel des pouvoirs. Tel que mentionné ci-dessus, les partis d'opposition ont remporté des succès électoraux importants, notamment le contrôle de quatre gouvernorats, ce qui ne s'était jamais vu. Dans un geste sans précédent, le président Zedillo a aussi nommé un membre du PAN — Antonio Lozano — solliciteur général.

Le contrôle des moyens de communication de masse. L'influence du gouvernement sur les médias s'est affaiblie peu à peu. On peut désormais lire des critiques importantes des politiques du gouvernement dans les journaux mexicains. Les Mexicains peuvent aussi voir des analyses critiques de l'actualité dans des émissions de télévision diffusées par satellite à partir de l'étranger. Les chaînes de radio et de télévision nationales restent cependant entre les mains de propriétaires qui appuient le gouvernement, et l'absence de nouvelles et d'analyses politiques objectives a souvent été signalée par des observateurs mexicains et étrangers. Le contrôle des moyens de communication électroniques est l'une des dernières séquelles du passé moins démocratique du Mexique.

On a constaté une continuité et des changements dans les règles du jeu institutionnalisées du Mexique qui viennent d'être décrites. En ce qui concerne la tradition de la non-réélection, il n'y a pas encore de changement notable, même si le président Zedillo se serait déclaré en faveur d'un relâchement de l'interdiction d'être réélu à une charge d'État, à condition qu'elle ne s'applique pas à l'exécutif²². Ce type de changement aurait des conséquences considérables. Ainsi, si les gouverneurs, les députés et les sénateurs pouvaient être élus pour plus d'un mandat, ils pourraient développer des bases de pouvoir indépendantes, ce qui affaiblirait encore plus le présidentielisme.

²² "Mexico Stumbles Towards Political Fairness", *The Economist*, 13 janvier 1996, pp. 40.

De même, en ce qui concerne le **calendrier électoral fixe**, il n'y a pas encore eu de changements importants. Deux exceptions notables sont les États du Guanajuato et du Yucatán, où les dates des élections des gouverneurs de l'État ont été révisées. Au Guanajuato, il a fallu tenir des élections intérimaires en mai 1995, plus d'un an avant la date prévue, par suite des élections frauduleuses d'août 1991. Face à une tempête de protestation civique, le gouvernement du PRI local a modifié le calendrier électoral du Yucatán en 1993 afin de créer un mini-mandat de 18 mois et de synchroniser le prochain mandat de six ans avec le cycle présidentiel actuel. Mais le respect général continu des dates des élections fixées dans la Constitution par tous les partis est de bon augure pour une transition démocratique ordonnée.

La **loyauté envers le parti** est sans aucun doute la règle qui a été la plus malmenée. La première fêlure importante au PRI est survenue en 1987 quand Cuauhtémoc Cárdenas et Porfirio Muñoz Ledo, tous deux membres de haut rang, ont quitté le parti avec de nombreux partisans pour former une coalition électorale gauchisante contre le candidat présidentiel du PRI, Carlos Salinas de Gortari. Bien que Salinas ait réussi à réimposer l'ordre et à remonter le moral de ses troupes durant presque tout son mandat, des dissensions ouvertes et exprimées au grand jour ont fait les manchettes ont recommencé avec la nomination de son successeur, Luis Donaldo Colosio, le 28 novembre 1993. Tandis que les candidats malheureux aux investitures présidentielles précédentes enduraient bravement la défaite et dissimulaient leur déception en s'imposant le silence, Manuel Camacho n'a pas caché son mécontentement. On dit que les loyaux partisans de Camacho auraient travaillé en coulisse pour discréditer Colosio. Après le décès de Colosio en mars 1994, la tension ne s'est pas dissipée entre Camacho et le nouveau candidat présidentiel, Ernesto Zedillo. Peu de temps après, Camacho était démis de ses fonctions de chef des négociations de paix au Chiapas. Camacho a finalement démissionné du PRI le 13 octobre 1995. On croit fortement qu'il formera son propre parti politique et sera candidat à la présidence en l'an 2000.

Les assassins de Luis Donaldo Colosio et du secrétaire général du PRI José Francisco Ruiz Massieu en 1994 étaient symptomatiques des luttes intestines au sein du PRI. Le pays n'avait pas assisté à des assassinats aussi nombreux depuis les années 30. Après le décès de Ruiz Massieu, son frère Mario a accusé ouvertement le président du parti Ignacio Pichardo et la secrétaire générale María de los Angeles Moreno de complicité dans l'assassinat.

Enfin, les parlementaires mexicains ont critiqué publiquement leur gouvernement ces derniers temps, avec une vigueur qui ne s'était jamais vue auparavant.

Le 12 janvier 1996, un groupe de 255 législateurs du PRI auraient adressé une lettre à leur président, Santiago Oñate, pour attaquer les politiques de libéralisation des marchés du gouvernement et le manque de «sensibilité» face aux malheurs des pauvres. L'incident a fait les manchettes des journaux mexicains²³.

La population demande de plus en plus que cesse l'impunité des dirigeants. Dans un sondage mené par l'organisation démocratique *Alianza Cívica* le 26 février 1995, plus de 96 p. 100 des répondants étaient en faveur d'obliger Salinas à subir un procès pour son rôle dans la crise du peso et pour qu'il réponde à des allégations de corruption. Poursuivre un ancien président démontrerait clairement une rupture définitive avec la tradition. Mais ce pourrait être également une épée à deux tranchants. Si un procès ou une enquête judiciaire équitable pourrait renforcer la primauté du droit au Mexique, cela pourrait aussi entraîner une déstabilisation politique encore plus grande.

4. Le changement politique : Évolution, décentralisation ou révolution?

La section précédente a fait ressortir la transition systémique en cours au Mexique. Dans un processus de changement institutionnel et de redéfinition constante des relations entre l'État et la société, les bases et les règles du jeu de l'ordre politique mexicain depuis l'après-guerre sont modifiées lentement mais sûrement. Les événements politiques de 1994 étaient des signes d'une transition à l'intérieur d'un système bien établi. La question fondamentale porte sur la direction que prennent ces changements profonds au Mexique. Quel type de nouveau régime politique est en train de se construire pour remplacer l'ancien?

L'insurrection au Chiapas a soulevé la possibilité, encore que faiblement, qu'une révolution sociale se dessine à l'horizon. Deux ans après le début du conflit, cette orientation semble toutefois incertaine. Premièrement, si les communications électroniques ont fait entendre la voix des zapatistes dans toutes les régions du Mexique et dans le monde entier, les forces de sécurité mexicaines ont réussi à confiner la guérilla à une petite région bien limitée de l'État du Chiapas. De plus, si les marches et les manifestations de solidarité prozapatistes ont été relativement fréquentes à Mexico, elles n'ont pas vraiment intéressé grand-monde hormis les quelques membres des groupes d'intérêt progressistes existant au pays, malgré les nouveaux gouffres dans lesquels s'enlisait la crise économique.

²³ Voir Linda Diebel, "Trouble Brewing for Mexican Leader: Insider Rebellion May Spell End of Ruling Party's 67-year Reign", *The Toronto Star*, 23 janvier 1996.

Des états généraux nationaux convoqués par ces groupes au cours de l'été de 1995 pour définir l'orientation future n'ont attiré qu'environ un million de citoyens dans un pays qui en compte plus de 90 millions.

Deuxièmement, les zapatistes ont annoncé récemment leur intention de se transformer en un mouvement politique. Afin de symboliser le changement de stratégie, l'Armée zapatiste de libération nationale (AZLN) a changé de nom pour devenir le Front zapatiste de libération nationale (FZLN). Tout en cherchant à élargir leur influence dans l'ensemble du pays, les zapatistes tenteront désormais d'y parvenir par ces moyens pacifiques plutôt que par des conflits armés.

Troisièmement, plusieurs facteurs ont atténué les pressions sociales découlant de la crise du peso et du douloureux processus de stabilisation et d'ajustement structurel. L'émigration illégale aux États-Unis demeure une soupape de sûreté importante et les paiements que ces émigrants envoient au Mexique aident leurs familles à survivre. Les réseaux de la famille élargie au Mexique remplacent des filets de sécurité sociale officiels. Une vaste économie informelle absorbe la main-d'oeuvre excédentaire qui resterait sans emploi dans l'économie officielle du pays. Dans une certaine mesure, les programmes d'indemnisation comme le Programme de solidarité nationale ou le PROCAMPO ont contribué à atténuer la pauvreté. Enfin, la réforme électorale permet aux classes moyennes d'exprimer leur frustration en se rendant aux urnes.

Mais le principal obstacle à une issue révolutionnaire est la résistance remarquable du peuple mexicain. Les Mexicains continuent de rechercher des moyens pacifiques de régler les crises. Tant qu'il y aura des mécanismes d'ajustement formels et informels adéquats, un changement politique radical est peu probable. Il faudrait deux éléments clés pour provoquer un changement radical. Premièrement, les Mexicains devraient commencer, en masse, à réfléchir autrement et voir en ce qu'ils ont toujours perçu comme des problèmes individuels ou familiaux des problèmes collectifs nécessitant des solutions collectives. Mais cela va à l'encontre du profond sens de la survie des Mexicains. Deuxièmement, il faudrait un leadership révolutionnaire fort, charismatique et unificateur, ce qui ne semble pas courir les rues au Mexique.

Il y a cependant des tendances évolutives et décentralisatrices dans l'orientation que prend le changement politique actuellement. Du côté positif, des réformes politiques importantes ont été réalisées ou sont en cours.

Le président Zedillo a promis que des réformes électorales authentiques seront en place pour les élections de mi-mandat en 1997. Il est encourageant de constater que, avant même de prendre le pouvoir, Zedillo avait commencé à tenter d'améliorer les relations avec les partis d'opposition. En janvier 1995, le parti au pouvoir et les partis d'opposition ont signé un accord politique national (APN) dans lequel ils s'engageaient à coopérer pour favoriser la réforme démocratique. Bien que les incidents électoraux au Tabasco et au Yucatán aient envenimé temporairement les relations de travail entre les partis, il semble que les partis collaborent à nouveau pour assurer une plus grande transparence et une plus grande équité aux élections de mi-mandat de 1997. Pour la première fois, il est probable que le Mexique aura un institut électoral fédéral indépendant²⁴, et appliquera plus rigoureusement le code électoral. Le président Zedillo a fait du renforcement de la primauté du droit l'une de ses plus grandes priorités.

Des signes troublants se dessinent toutefois à l'horizon. L'austérité budgétaire a provoqué la dégénérescence des institutions, en particulier les organismes d'exécution de la loi. Les autorités pourraient être plus vulnérables à la corruption des narcotrafiquants, comme en témoignent les allégations récentes contre Mario Ruiz Massieu et Raúl Salinas de Gortari, et la violence liée au trafic de la drogue est à la hausse²⁵. La pénétration de la drogue au Mexique contribue sans aucun doute à l'issue violente des conflits distributifs déjà enflammés qui existent au pays.

Enfin, même si de nombreux acteurs politiques exercent des pressions en vue d'un changement démocratique aussi bien à l'intérieur du gouvernement que dans la société civile, il reste encore des éléments farouchement déterminés à défendre l'ancien ordre et les privilèges qui l'accompagnent. Zedillo se bute à une solide résistance de la part de nombreux hommes forts locaux du PRI²⁶.

Néanmoins, malgré tous les grands changements qui surviennent actuellement, il y a encore d'importants signes de continuité avec le passé.

²⁴ Certains se demandent si un organisme électoral indépendant est vraiment essentiel au Mexique. Après tout, dans plusieurs démocraties, telles que les pays scandinaves de la Norvège et de la Suède, les appareils électoraux relèvent du gouvernement. Mais l'auteur soutient que, compte tenu de l'histoire électorale du Mexique, un institut électoral autonome est la seule forme que les citoyens mexicains jugeront légitime et vraiment démocratique.

²⁵ Voir Silvana Paternostro, "Mexico as a Narco-democracy", *World Policy Journal*, 12, 1, printemps 1995, pp. 41-47.

²⁶ Ainsi, certains observateurs voient dans les tentatives récentes des autorités locales du Tabasco et du Yucatán d'empêcher des élections justes des signes perturbants que les «anciennes façons» persistent encore souvent.

Ainsi, rappelons-le, bien que son autorité soit plus faible qu'autrefois, le président continue de jouir de pouvoirs considérables dans le régime politique mexicain. Il reste le principal maître du pouvoir dans la société politique. La continuité avec le passé ajoute sans aucun doute un élément de stabilité à l'évolution du changement au Mexique.

Bien qu'elle soit l'issue finale souhaitée, la démocratie n'est pas nécessairement la préoccupation politique immédiate la plus importante au Mexique. L'analyse précédente a fait ressortir que le pays est en train de vivre une transition systémique profonde. Un nouvel ensemble d'institutions fondamentales et de règles du jeu politique doit être établi en théorie et en pratique, avec la participation de tous les acteurs sociaux. Le pays ne sera définitivement sur la bonne voie que lorsqu'un nouveau consensus social aura été défini et institutionnalisé dans l'élite, les classes sociales et les groupes d'intérêt. Et à la croisée des chemins où se trouve le Mexique actuellement se pose une question de distribution : tous les Mexicains doivent finir par participer à la vie politique et économique dans l'ordre naissant qu'ils seront prêts à accepter. Les conditions politiques préalables mentionnées ci-dessus doivent être remplies afin de permettre une reprise et une croissance économiques durables²⁷.

5. Les implications pour le Canada

L'analyse précédente a souligné le fait que le Mexique doit d'abord rétablir sa situation politique pour pouvoir progresser sur le plan économique à long terme. Bien que les événements politiques dramatiques de 1994 n'aient pas mené directement à la crise du peso mexicain, ils ont contribué fortement à une érosion de la confiance des investisseurs qui a fini par rendre intenable la position vulnérable du compte courant. Ces chocs politiques étaient symptomatiques d'un bouleversement systémique plus profond dans l'ordre politique post-révolutionnaire du Mexique. Les institutions fondamentales et les règles du jeu de l'ancien régime ont subi des pressions et des changements considérables. Fait plus important encore, la méthode employée par le passé pour accommoder l'élite et le contrat social a commencé à s'effriter.

²⁷ Cette affirmation est corroborée par les déclarations récentes de Michel Camdessus, directeur général du FMI. Prenant la parole à Paris à la mi-janvier, Camdessus a déclaré que le rétablissement de la confiance au Mexique dépendra de la réforme des institutions politiques et que les marchés sont moins indifférents à la qualité du consensus politique qu'on le supposait auparavant. L'auteur remercie l'ambassade du Canada au Mexique et la Direction du Mexique (LMR) du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international pour ce renvoi.

La transition du Mexique a des incidences sur le Canada. Quatre modestes propositions sont formulées ci-dessous en vue d'améliorer la politique du Canada à l'égard du Mexique par des moyens qui pourraient aussi avoir une vaste portée.

5.1 Le Mexique en tant que «partenaire-pilote»

Depuis qu'il a adhéré à l'Organisation des États américains en janvier 1990, qu'il a signé l'Accord de libre-échange nord-américain et s'est engagé en décembre 1994, avec les 33 autres signataires de la Déclaration du Sommet de Miami, à libéraliser le commerce dans tout l'hémisphère d'ici à l'an 2005, le Canada est devenu de plus en plus une «nation des Amériques»²⁸. Par son adhésion à l'ALENA, le Mexique a le double privilège d'être notre premier partenaire latino-américain dans la région et le premier parmi les pays en développement²⁹. À ce titre, il devrait être considéré comme un «partenaire-pilote» du Canada. De nombreux autres pays d'Amérique latine et d'autres régions du monde en développement avec lesquels le Canada resserre actuellement ses liens vivent eux aussi une transition économique et politique. Même si la situation de chacun est évidemment unique, le cas du Mexique illustre bien de nombreux défis auxquels le Canada peut s'attendre sur d'autres marchés naissants. Les leçons que le Canada peut tirer de son expérience actuelle avec le Mexique et les perspectives qu'elles confèrent ne devraient pas importer seulement à ceux qui s'intéressent au Mexique. Elles devraient façonner les relations que le Canada entretient avec d'autres voisins de l'hémisphère et avec les pays en développement.

²⁸ Sur l'évolution du rôle du Canada en Amérique, voir Keith Christie, «Les quatre Amigos et d'autres encore : vers une zone de libre-échange des Amériques», Document du Groupe des politiques n° 95/10, Ottawa, Direction des politiques économique et commerciale (CPE), Groupe des politiques, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, octobre 1995; Conrad Sheck, Colin Robertson, Jamal Khokhar, Nicolas Dimic et Keith Christie, «Le Canada et les Amériques : nouveaux débouchés et défis», Document du Groupe des politiques n° 94/06, Ottawa, Direction des politiques économique et commerciale (CPE), Groupe des politiques, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, avril 1994.

²⁹ Grâce à son adhésion à l'Organisation pour la coopération et le développement économique en 1994 — privilège réservé habituellement aux pays à revenu élevé — le Mexique jouit d'un statut particulier parmi des États qui, autrement, sont largement considérés comme des «pays en développement». Il continue néanmoins de présenter beaucoup des caractéristiques de ce dernier groupe et devrait donc être considéré comme un pays représentatif des pays en développement.

5.2 Améliorer la surveillance par une approche politico-économique

D'après le G-7 et le Fonds monétaire international³⁰, l'une des leçons les plus importantes de la crise du peso mexicain est la nécessité d'accroître la surveillance des politiques économiques nationales et de l'évolution des marchés financiers nationaux afin de réduire les probabilités de crises futures. L'analyse précédente a souligné l'importance des facteurs politiques dans la genèse des événements de décembre 1994. Pour améliorer la surveillance et le système de détection anticipée préconisé par ces institutions internationales, il faut donc adopter une approche politico-économique de l'analyse des marchés naissants.

À mesure qu'il resserrera ses liens avec eux, le Canada devra mieux connaître ses voisins. Les Canadiens doivent être mieux préparés à prévoir une crise comme celle qui est survenue au Mexique chez de futurs partenaires. Le gouvernement du Canada peut améliorer sa propre analyse des marchés naissants de plusieurs façons :

- en désignant l'économie politique des marchés naissants secteur prioritaire de la recherche et l'analyse indépendantes dans le cadre du programme de financement annoncé à la fin de l'examen de la politique étrangère effectué par le gouvernement fédéral l'an dernier; et
- en organisant des ateliers internes périodiques ou des «bilans des connaissances» réunissant les fonctionnaires et des experts externes pour y effectuer une analyse ciblée mais informelle. Ces ateliers devraient chercher autant à prévoir l'évolution future et les perspectives qu'à tirer des leçons du passé. En ce qui concerne le Mexique, un objectif à moyen terme devrait être l'analyse des incidences politiques, économiques et financières éventuelles des élections de mi-mandat en 1997.

³⁰ Voir G-7, «Sommet de Halifax : Communiqué», 15-17 juin 1995; G-7, «Sommet de Halifax : Examen des institutions financières internationales, Document d'information», Sommet d'Halifax, 15-17 juin 1995; FMI, *Rapport annuel du FMI 1995*; Paul R. Masson et Michael Mussa, "The Role of the IMF: Financing and Its Interactions With Adjustment and Surveillance", Série des brochures du FMI n° 50, 1996.

5.3 Le soutien indirect des réformes

Le respect de la souveraineté de ses voisins, sa politique d'aide officielle aux pays à revenu moyen et l'importance relativement limitée de ses liens économiques avec le Mexique par rapport aux États-Unis empêchent le Canada d'exercer une grande influence directe sur la réforme politique au Mexique. Par ailleurs, projeter nos valeurs à l'étranger — le respect des droits de la personne, la démocratie et la primauté du droit — constitue un objectif déclaré de notre politique étrangère officielle³¹. Bien que les moyens directs de promouvoir cet objectif soient limités, il existe cependant d'importants moyens indirects — bilatéraux et multilatéraux — d'influencer positivement le changement politique au Mexique :

- augmenter les ressources consacrées par le Fonds canadien d'initiatives locales administré par l'ambassade du Canada aux organisations mexicaines s'intéressant notamment aux droits de la personne et à l'environnement, afin d'appuyer les efforts de démocratisation et d'éducation civique;
- promouvoir les droits de la personne et le développement démocratique, par des liens entre des organisations non gouvernementales populaires canadiennes et les organisations semblables au Mexique;
- favoriser et élargir les programmes d'échange de journalistes, en s'inspirant du programme inventif de la Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL)³², afin de sensibiliser davantage les Canadiens à la situation mexicaine et de promouvoir une compréhension mutuelle;
- continuer de soutenir activement des activités de coopération trilatérales découlant des accords secondaires de l'ALENA sur le travail et la coopération environnementale, notamment la participation des organisations non gouvernementales à ce travail;
- continuer de défendre la cause des droits de la personne et du développement démocratique dans le cadre de l'Unité pour la promotion de la démocratie de l'Organisation des États américains, institution établie en grande partie à l'initiative du Canada; et

³¹ Voir Gouvernement du Canada, *Le Canada dans le monde*, Énoncé du gouvernement, 1995.

³² Il s'agit du programme de bourses aux médias.

- encourager la participation active et constructive du Mexique à la mise en oeuvre du Plan d'action du Sommet des Amériques (Miami, décembre 1994), qui fixait le renforcement, l'exercice efficace et la consolidation de la démocratie comme principale priorité politique des Amériques.

5.4 Cultiver l'influence

Le Canada devrait adopter une perspective à long terme au sujet de la façon de projeter ses valeurs. L'influence doit être cultivée graduellement, par divers moyens à notre disposition et viser à susciter des occasions de multiplier les contacts personnels entre les citoyens des deux pays :

- présenter les établissements d'enseignement canadiens comme des substituts abordables et de haute qualité aux établissements américains et européens;
- accroître les contacts entre les parlementaires canadiens et mexicains;
- en accord avec l'expansion du commerce bilatéral et les liens au niveau de l'investissement, encourager les gens d'affaires canadiens à projeter les valeurs de notre pays dans leurs opérations avec le Mexique;
- appuyer les échanges culturels, éducatifs, sportifs et journalistiques; et
- encourager le jumelage de villes canadiennes et mexicaines.

DOCUMENTS DU GROUPE DES POLITIQUES - POLICY STAFF PAPERS

Récents documents sur des questions économiques et de politique commerciale :
Recent papers on Economic and Trade Policy Issues :

A) DOCUMENTS SUR LA POLITIQUE COMMERCIALE :

1. La mondialisation et la politique officielle au Canada : à la recherche d'une paradigme, par Keith H. Christie. Document n° 93/01 (janvier 1993).* SP19
2. Commerce et protection de l'environnement : comment mettre fin au dialogue de sourds?, par Michael Hart et Sushma Gera. Document n° 92/11 (juin 1992).* SP18
3. La mondialisation : Incidence sur la dynamique du commerce et de l'investissement, par Dennis Seebach. Document n° 93/07 (juin 1993).* SP25
4. Le contrôle des fusionnements à l'heure de la libéralisation des échanges : convergence ou coopération?, par Nicolas Dimic. Document n° 93/09 (août 1993).* SP27
5. Les consortiums technologiques : le dilemme du prisonnier?, par Rhoda Caldwell. Document n° 93/10 (août 1993).* SP28
6. La durée optimale des brevets dans une économie commercante : matériaux pour l'avenir de la politique commerciale, par I. Prakash Sharma. Document n° 93/12 (octobre 1993).* SP30
7. L'émergence d'une politique commerciale stratégique : chacun pour soi et dieu pour tous, par I. Prakash Sharma et Keith H. Christie. Document n° 93/14 (décembre 1993).* SP32
8. Mesures de conformité et règlement des différends dans les accords environnementaux internationaux : deux poids, deux mesures, par Keith H. Christie. Document n° 93/15 (décembre 1993).* SP33
9. Effets de l'intégration des marchés sur le commerce et la politique commerciale, par James McCormack. Document n° 94/01 (février 1994).* SP35
10. La nouvelle Jérusalem : la mondialisation, la libéralisation du commerce et certaines incidences sur la politique canadienne du travail, par Rob Stranks. Document n° 94/02 (février 1994).* SP36
11. Convergence de la politique de concurrence : les cartels d'exportation, par William Ehrlich et I. Prakash Sharma. Document n° 94/03 (avril 1994).* SP37
12. Programme de diversification du libre-échange au lendemain de l'ALENA et des NCM, par Keith H. Christie. Document n° 94/04 (janvier 1994).* SP38
13. Stratégies mondiales et investissement étranger direct : dimension commerciale et économique au Canada, par Julie Fujimura. Document n° 94/07 (février 1994).* SP41
14. Competition and Trade Policy Interface: Some Issues in Vertical Restraints, par I. Prakash Sharma et Prue Thomson, avec Keith Christie. Document n° 94/11 (décembre 1994). SP45
15. Le libre-échange nord-américain, les subventions et les droits compensateurs: la problématique et les options, par Gilbert Gagné. Document n° 94/13 (juillet 1994).* SP47

16. L'Organisation mondiale du commerce et les programmes environnementaux : Rapprochements dangereux, par Anne McCaskill. Document n° 94/14 (juin 1994). * SP48
17. Condamnés à agir : réflexions sur les régimes antidumping et la politique de concurrence, par Keith H. Christie. Document n° 94/15 (juillet 1994). * SP49
18. Les droits compensateurs et l'environnement : une boîte de Pandore ?, par Rob Stranks. Document n° 94/19 (octobre 1994). * SP53

B) DOCUMENTS SUR LA PROMOTION DU COMMERCE :

1. From a Trading Nation to a Nation of Traders : Towards a Second Century of Trade Development, par Andrew Griffith. Document n° 92/05 (mars 1992). SP12
2. Exportation et création d'emplois, par Morley Martin, Document n° 93/06 (juin 1993). * SP24
3. L'effet des exportations: analyse entrées-sorties de commerce extérieur canadien, par James McCormack. 92/24 (décembre 1994). * SP58

C) DOCUMENTS SUR LE COMMERCE RÉGIONAL ET L'ÉCONOMIE :

1. Les approches particulières : régionalisme et diplomatie économique canadienne, par Keith H. Christie. Document n° 93/08 (mai 1993). * SP26
2. Japon Inc : La maîtrise des principes économiques fondamentaux, par I. Prakash Sharma. Document n° 93/16 (décembre 1993). * SP34
3. Le Canada et les Amériques : nouveaux débouchés et défis, par Conrad Sheck, Colin Robertson, Jamal Khokhar, Nicolas Dimic et Keith Christie. Document n° 94/06 (avril 1994). * SP40
4. La Chine en l'an 2000 : Nature de la croissance et intérêts économiques du Canada, par Steve Lavergne. Document n° 94/10 (mai 1994). * SP44
5. Établissements financiers et entreprises : une relation à la japonaise, par James McCormack. Document n° 94/16 (juillet 1994). * SP50
6. Les blocs économiques régionaux: un fait accompli?, par Julie Fujimura. Document n° 95/01 (février 1995). * SP59
7. Changements de partenaires et partenaires changeants: Tendances des relations économiques régionales du Canada, par Steve Wilson. Document n° 95/02 (mars 1995). * SP60
8. L'intégration économique des pays de l'Asie du Nord: réalité ou illusion?, par Steve Lavergne 95/03 (mars 1995). * SP61
9. Ensemble ou séparément: l'Argentine, le Brésil et l'ALENA, par Stephen Wilson, 95/09 (août 1995). SP67
10. Les quatre Amigos et d'autres encore: vers une zone de libre-échange des Amériques, par Keith Christie, 95/10 (octobre 1995). SP68
11. Des Changements dans le Voisinage: Réflexions sur le Mexique en transition, par Thomas Legler, 96/02 (février 1996)*. SP75

D) AUTRES DOCUMENTS SUR L'ÉCONOMIE :

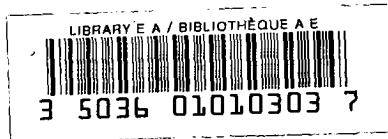
1. Croissance démographique mondiale et mouvements de population : Conséquences pour les politiques canadiennes, par Michael Shenstone. Document n° 92/07 (avril 1992). * SP14
2. Pour des sanctions efficaces et appropriées, par Jean Prévost. Document n° 93/04 (mars 1993). * SP22
3. L'or noir : Évolution du marché mondial du pétrole et conséquences pour le Canada, par Shusma Gera. Document n° 93/05 (février 1993). * SP23
4. Croissance économique et pays en développement : Bilan de la recherche et éléments d'une politique canadienne, par Rick Mueller. Document n° 94/08 (avril 1994). * SP42
5. L'épée de Damoclès est-elle toujours là? Retour sur la crise de l'endettement des PMA, par Rick Mueller. Document n° 94/09 (mai 1994) * SP43
6. Les sanctions proactives : techniques du passé, vision moderne pour une gestion sans violence, par Dr. Nicholas Tracy. Document n° 94/17 (juin 1994). * SP51
7. Stress environnemental, conflits violents et sécurité nationale: L'arbre dans la forêt, par Rob Stranks. 95/05 (À paraître) SP63
8. Gérer la diversité: Les relations économiques du Canada avec les pays en développement, par Keith Christie et David Preston. Document no. 95/15 (décembre 1995). * SP73
9. La Chine: stress environnemental et sécurité nationale, par Robert T. Stranks et Nicolino Strizzi. Document no. 96/01 (février 1996). SP74

COMMENTAIRE DU GROUPE DES POLITIQUES

- No. 1 L'Uruguay Round : ses avantages pour les pays en développement, par Robert T. Stranks * (mars 1994).
- No. 2 L'investissement direct à l'étranger et l'emploi intérieur, par Julie Fujimura et Robert T. Stranks * (avril 1994).
- No. 3 Les statistiques sur le commerce et l'investissement direct : des données tout à fait conciliables, par James McCormack * (mai 1994).
- No. 4 Les sanctions économiques : une arme à deux tranchants en politique étrangère?, par Rob Stranks * (mai 1994).
- No. 5 Entrées de capitaux récentes en Amérique latine : Trop beau pour durer?, par Richard Mueller * (août 1994).
- No. 6 Pas encore sortis de Bretton Woods: Déséquilibres des taux de change, commerce et réformes proposées, par James McCormack * (février 1995)
- No. 7 Veiller au grain: L'impact de la réduction du déficit sur le secteur commercial, par James McCormack * (mars 1995)
- No. 8 Le problème des chiffres: Les dépenses militaires dans les pays en développement, par James McCormack *(juin 1995)
- No. 9 Dossier en Souffrance: Vers la création d'une organisation mondiale pour l'environnement, par Robert T. Stranks (juin 1995)

- No. 10 Un nouveau mode de financement des Nations unies: une idée qui fait son chemin, par James P. Walker (décembre 1995)
- No. 11 Négociateurs en baskets: Produits dérivés, volatilité, risque et surveillance, par James McCormack * (mai 1995)
- No. 12 Possibilité de nouvelles réformes en Inde, par I. Prakash Sharma (décembre 1995)
- No. 13 La restructuration du système financier japonais Après la tempête, par Julie K. Fujimura (février 1996)

* **Disponible en anglais - available in English**



DOCS
CA1 EA533 96P02 FRE
Legler, Thomas
Des changements dans le voisinage
reflexions sur le Mexique en
transition
43275837

